

REGARDS

PÉNURIE D'ENSEIGNANT-E-S

# Une rentrée chaotique

David Angel

**L'enseignement fondamental manque d'enseignant-e-s. Les raisons sont multiples, et les mesures du ministère pour y remédier ne sont que ponctuelles.**

« Recrutement de remplaçants temporaires (m/f) pour l'enseignement fondamental ». L'annonce sur le site du ministère de l'Éducation nationale annonce la couleur : le fondamental manque cruellement d'enseignant-e-s. Le ministère tente d'y remédier tant bien que mal, en embauchant de nouveaux remplaçant-e-s ou encore en adressant une lettre aux enseignant-e-s retraité-e-s, les appelant à se porter volontaires pour effectuer des remplacements. Si Claude Meisch tente, depuis la rentrée scolaire, de calmer les esprits en assurant que le manque d'enseignant-e-s est moins grave que ce que les syndicats et l'opposition voudraient laisser entendre, force est de constater qu'il y a bel et bien une pénurie d'instituteurs et d'institutrices, et ce surtout dans le Nord.

Pourtant, tout aurait pu commencer si bien. Une « rentrée de la confiance », voilà ce qu'espérait Meisch dans une interview avec le Quotidien - empruntant par là une expression au nouveau ministre de l'Éducation français Jean-Michel Blanquer qui appelle de ses vœux une « école de la confiance ». « Je ne me sens pas du tout stressé », expliquait Meisch au Quotidien, le 11 septembre, et : « Cette rentrée a été bien préparée. » Lors de sa traditionnelle conférence de presse de rentrée, le ministre a réitéré ses propos. Cette année scolaire devait être le « temps de la moisson », où les efforts entrepris pendant ces dernières années devaient enfin porter leurs fruits.

Sauf que la rentrée n'avait, de toute évidence, pas été aussi bien préparée que le disait le ministre. « De nombreuses communes, surtout dans le nord du pays, sont encore à la recherche d'enseignant pour occuper les postes dans l'enseignement fondamental. Beaucoup d'enfants risquent de ne pas avoir d'enseignant lors de la rentrée », peut-on lire dans un communiqué de presse du syndicat enseignant SEW du 14 septembre, intitulé « Le chaos programmé de la rentrée 2017/2018 ». Des chiffres différents circulent : pour certains, il manquerait 80 enseignant-e-s, selon d'autres, dont le Syndicat national des enseignants (SNE) il n'y aurait « que » 28 postes à pourvoir.

## Phénomènes locaux ou problème structurel ?

L'opposition, le CSV en première ligne, n'a pas attendu pour s'emparer du sujet : « Qui sème le désordre, récolte le chaos », écrit le premier parti d'opposition dans un communiqué. Alors que le ministère aurait su depuis juillet qu'il y avait un manque d'enseignant-e-s, il aurait attendu jusqu'à quelques jours avant la rentrée pour y remédier en bricolant. Pour la députée et brève ministre de l'Éducation Martine Hansen, cela serait symptomatique d'une « politique des annonces » qui préfère le sensationnel à la cohérence.

Pour Meisch lui-même, il ne s'agit là que de « phénomènes locaux » qui seraient d'ailleurs en passe d'être résolus. Et en aucun cas 28 postes ne seraient restés inoccupés. Mais à en croire le SEW, la résolution du problème serait moins évidente que voudrait le faire penser le ministère. « De nombreux comités d'école sont invi-



Le ministre devra-t-il bientôt dispenser lui-même des cours ? Claude Meisch lors de la visite d'une maison de jeunes à Pétange.



© MENEJ

tés à regrouper des classes, à supprimer l'appui aux élèves en difficulté ou à rechercher d'autres solutions bancales pour cacher le manque évident de personnel enseignant », détaille le syndicat. « Les leçons promises aux écoles pour l'intégration des enfants demandeurs de protection internationale sont supprimées dans la plupart des cas. » Pour le SEW, « cette situation inédite et désastreuse pour la qualité scolaire est le résultat d'un fiasco total dans la gestion du personnel de l'Éducation nationale ».

Le tout nouveau Collège des directeurs a tenu, lui, à soutenir son ministre : « Le Collège des directeurs confirme et souligne que les difficultés rencontrées - et auxquelles des réponses immédiates et idoines ont été apportées - n'ont pas eu de répercussions négatives sur la prise en charge des élèves et que la qualité des enseignements et des apprentissages a été maintenue », a écrit son président dans une prise de position publiée le 27 septembre. « Cependant, le collège regrette profondément que des difficultés techniques et circonscrites, liées certes à la problématique réelle du recrutement de personnel enseignant, ont abouti à la remise en question généralisée des réformes menées à bien par le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. » Sur les ondes de RTL, Meisch a réassuré, le 28 septembre, que la situation était sous contrôle et qu'une entreprise externe serait engagée afin d'effectuer un audit clarifiant la situation.

Comment a-t-on pu en arriver là ? Dans tous les cas, la situation était connue de tous depuis le début des vacances d'été - au moins. « Neue Lehrer braucht das Land » (« Le pays a besoin de nouveaux enseignants »)

titrait le Wort le 24 juillet. Selon les informations du quotidien - confirmées par la suite par le ministère -, 291 nouveaux postes étaient prévus pour l'année 2017-2018. Or, seulement 168 enseignant-e-s se seraient présentés aux concours et auraient donc pu être recrutés. Et cela malgré des concours qu'il est désormais impossible de rater : tant que le nombre de personnes se présentant ne dépasse pas le nombre de postes à pourvoir, tous peuvent intégrer l'Éducation nationale. Toujours selon les informations du Wort, parmi les candidat-e-s au concours, 24 auraient écopé d'une note insuffisante en didactique, 44 en culture et histoire luxembourgeoises.

### À qui la faute ?

Alors qu'est-ce qui est responsable de la pénurie d'enseignants ? Il y a plusieurs raisons à cela. Premièrement, le nombre grandissant d'élèves : ainsi, comme le détaille le ministère dans une « note sur la situation du personnel à l'enseignement fondamental », le nombre d'élèves a augmenté de 844 entre mars 2016 et juillet 2017, portant le total à 48.542.

Ensuite, les nombreuses réformes structurelles engagées par le ministère. Par exemple, le recrutement de 150 « instituteurs spécialisés dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques »

sur quatre ans - dont 70 cette année - et de 15 « instituteurs spécialisés en développement scolaire » est en partie responsable de la pénurie actuelle. Pour une raison simple : il s'agit là en général d'enseignant-e-s qui, de par leur diplôme ou leur expérience professionnelle, sont aptes à exercer ce genre de fonctions - et qui manqueront désormais au contingent « normal ».

Mais il y a encore une autre raison. Au-delà de la baisse de près de la moitié du nombre de candidat-e-s aux concours depuis 2015, force est de constater une autre baisse : celle du nombre des étudiant-e-s en sciences éducatives. Pour beaucoup, dont les syndicats, cette baisse serait due à un manque d'attractivité du métier d'enseignant-e. Ainsi, l'introduction d'un stage de trois ans aurait un effet décourageant, tout comme la multiplication des tâches administratives en dehors du « core business » de l'enseignement. Ce à quoi le ministre Meisch rétorque que beaucoup de futur-e-s enseignant-e-s préfèrent s'inscrire en master après les quatre ans d'études obligatoires plutôt que de passer le concours tout de suite. Et que, par conséquent, ils seront disponibles pour l'enseignement plus tard.

Quoi qu'il en soit, la pénurie est bien réelle et les moyens d'y remédier, limités. Au-delà du recrutement massif de suppléant-e-s et de l'ap-

pel aux enseignant-e-s retraité-e-s, le ministère envisage aussi d'augmenter le nombre de membres de la réserve des suppléant-e-s détenteur-e-s d'un diplôme « bac + », notamment parmi les éducateurs et éducatrices. Selon les informations du ministère, 160 personnes suivraient actuellement le stage de formation de quatre semaines pour accéder à la réserve des suppléant-e-s. Quant à la revendication des syndicats de revoir à la baisse le nombre de « décharges » destinées au développement scolaire - notamment au sein du Script (Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques), le ministère souligne que ce nombre de décharges demeure quasiment inchangé et qu'il s'agit là du minimum requis pour le développement de la qualité scolaire.

S'il semble que la pénurie d'enseignant-e-s dans le Nord ne soit, pour cette année, que passagère, il n'en demeure pas moins qu'elle risque de devenir un problème structurel si rien ne change. Étoffer la réserve des suppléant-e-s, c'est bien - mais ça reste une mesure ponctuelle. Préserver l'attractivité du métier d'enseignant-e tout en garantissant un certain niveau de qualité, voilà tout l'enjeu. Parce que ceux qui pâtissent d'une situation comme celle de ce début d'année scolaire, ce sont avant tout les élèves.